



Sections *SNUI* et *SUD Trésor* de la Haute Garonne

Toulouse, le 27 avril 2009

Réunion avec le TPG et le DSF du 24 avril. *Pour que le brouillard se lève, il va falloir souffler fort !*

Le TPG et le DSF invitaient vendredi les organisations syndicales pour une réunion informelle et faire le point sur les dossiers d'actualité, en particulier sur la fusion dans le département. L'Union SNUI- SUD Trésor a participé à cette réunion, non pas pour justifier un pseudo dialogue social de circonstance, mais pour porter la parole et les revendications des agents, aborder des problèmes concrets et surtout pour rendre compte aux agents de l'ensemble de ces questions. Alors que nous dénonçons depuis plusieurs semaines le « brouillard » sur notre administration, nous considérons qu'il est de notre devoir de responsables syndicaux de relayer les préoccupations des agents et de les informer !

Dans une intervention préliminaire l'Union SNUI- SUD Trésor a ainsi présenté notre attitude : alors que la mobilisation des agents est forte (grèves, action devant la DSF, boycott des « grandes messes »,...) il y a urgence à ouvrir de réelles négociations sur l'ensemble des sujets et en préalable donner toute la transparence sur les sujets en cours localement, pour associer et entendre les agents. Nous demandons également dans ce style de réunion un ordre du jour en préalable, et des documents préparatoires, pour faire au mieux notre travail de représentants du personnel. Nous avons également exprimé nos exigences de réponse à donner aux agents du Mirail sur le dossier des travaux immobiliers.

Le TPG a répondu sur cette demande en justifiant ce type de réunion, comme un moyen d'informer les organisations syndicales, y compris alors que sur bon nombre de sujets le calendrier est flou du fait de l'attente d'arbitrages nationaux. Il exprime sa volonté d'informer au mieux en fonction de l'avancement des dossiers. Sur la constatation de la mobilisation des personnels, il prend acte de l'engagement des personnels dans l'action, y compris en notant que les « grandes messes » sont plutôt des « petites messes », vu l'absence volontaire de bon nombre d'agents !

La mise en place de la DLU

« Le dossier n'a pas avancé d'un iota » puisque après une réunion de travail avec Parini, ils en sont à une « phase interne » d'aller/retour avec la centrale sur les propositions d'organisations fonctionnelles (organigrammes), sur le schéma d'implantation immobilière et sur le nombre de personnes concernées. La demande déjà évoquée de faire trancher rapidement par la centrale les deux propositions (localisation à la DSF ou Place Occitane) n'a pas aboutie (les locaux dégagés par les travaux à la DSF étant initialement prévus pour l'inter région). C'est à la fin de ce dialogue « interne » avec la Centrale que la localisation et le schéma organisationnel seront présentés au personnel. Le TPG rappelle que, conformément à la commande de minimiser les déplacements, cette localisation concerne le staff de Direction et le pôle transverse (RH, formation, budget/logistique, contrôle de gestion)...au total 45/50 personnes. Il y'a également 16 collègues du recouvrement à la TG qui vont rejoindre le pôle fiscal à la DSF.

La création juridique de la DLU sera effective... à l'automne !

L'Union SNUI-SUD Trésor a une nouvelle fois exprimé la nécessité de reporter cette création vu le peu de lisibilité opérationnelle et la non transparence auprès des agents concernés, avec un dialogue local... pendant les vacances !

La mise en place des SIP

Une équipe de pilotage est mise en place pour préparer la création des SIP de Colomiers et Balma. La date prévue de création des structures est début décembre. La principale difficulté constatée récemment est la question des modalités d'accueil téléphonique car un numéro unique du SIP figurera sur tous les documents. La Direction attend les préconisations nationales en cours de discussion. Le choix des modules ARTT sera individuel pour tous les personnels. Les plages fixes seront décidées service par service.

L'Union SNUI-SUD Trésor a de nouveau insisté sur la nécessité de garantir réellement le principe de « à chacun son métier » en respectant les technicités et refusant absolument le « tout le monde fait tout ». Un dialogue avec les personnels doit être réel pour entendre les modalités souhaitées dans l'organisation des taches.

La mise en place du GFU

Le GFU s'exercera en septembre sur toutes les trésoreries locales, hors formules spécifiques, sur les questions d'assiette et dans les CDI sur les questions de recouvrement. Les formations ont commencé (module connaissance mutuelle) début avril et se poursuivront (module plus technique) en juin. 131 personnes coté CP et 28 coté DGI suivent ces formations. L'accueil simple est décrit comme « simple » et des fiches techniques sont en ligne ; le transfert des dossiers ou réclamations à traiter par d'autres collègues sera effectué par GAIA (version « allégée »). Le soutien des CDI vers les Trésoreries doit se structurer; un réseau accueil est en cours de constitution (en particulier sur la mutualisation sur l'actualité fiscale, les questions les plus fréquentes,...).

L'Union SNUI-SUD Trésor a rappelé que la « simplicité » d'une question fiscale est toute relative et que la formation doit se renforcer. Surtout, l'effet des communications gouvernementales sur ce sujet va accroître cette tache d'accueil dans les services, en particulier dans les Trésoreries. La question des effectifs doit être abordée pour renforcer les équipes. Le soutien technique aux équipes doit être également constant.

La mise en place du PRS

La création des PRS est repoussée nationalement à l'automne, en raison des multiples problèmes (applications, règles de procédures). La Direction rappelle que ce seront les personnels en charge de cette mission actuellement qui seront dans le PRS. Le Chef de service sera issu de la filière fiscale. La création de la DLU signifie aussi la fin du SIE Centre comme centralisateur avec pour effet 2 agents en moins (effet pris dans le mouvement au 1^{er} Septembre).

L'Union SNUI-SUD Trésor critique les objectifs de polyvalence qui sont à l'étude nationalement ainsi que la comptabilisation des charges. Il est nécessaire de reporter la création de ces services pour ne pas envoyer les agents dans une « mission impossible ».

La Cité administrative

Le dossier est particulièrement lourd puisqu'il implique la prise en compte de la réorganisation de l'accueil, la création de 3 SIP et le transfert entre bâtiments de services et personnels. Un projet de plan pour réorganiser le rez de chaussée et l'accueil du bâtiment D a été discuté avec les personnels concernés par la mission d'accueil (mais *ni avec les collègues du site, ni avec les syndicats !*) et un projet de plan nous est fourni. La réflexion sur les modalités de localisation des SIP, en particulier celle de la mission recouvrement (éclatement dans les 3 CDI ou bien mutualisation à un seul endroit), est dans l'attente des analyses nationales sur les « grands sites ». Quoiqu'il en soit, des personnels devront rejoindre le bâtiment C ! (*nota l'ICE n'apparaît pas dans les plans fournis du rez de chaussée*). L'Inspecteur Hygiène et Sécurité sera consulté en amont des décisions.

L'Union SNUI-SUD Trésor exige une réelle transparence auprès des personnels, en particulier sur la discussion sur la localisation des services, l'organisation des missions. Il est nécessaire d'avoir une

visibilité globale et par tous les agents de ces enjeux. Nous défendons toujours l'exercice des missions et le respect des technicités.

Nous interpellons aussi Le TPG sur le sujet global de la Cité Administrative avec les travaux nécessaires pour tous les bâtiments et toutes les administrations. Des travaux ont été décidés pour tous les bâtiments sur la mise aux normes incendie et sont « phasés » sur 3 ans. Une étude sur la question de l'isolation est à faire (*euphémisme pour dire que rien n'est prévu !*). Le TPG est en charge d'une mission pour réorganiser les locaux en fonction des réorganisations administratives ; ce travail est en cours.

L'Union SNUI-SUD Trésor rejette les conséquences pour les personnels des réorganisations en cours dans les administrations et revendique d'avoir accès, comme toutes les organisations syndicales de la Cité, à une visibilité de ces discussions et les conséquences sur la localisation des agents. Par ailleurs le dossier des conditions de travail est central. Depuis des années les agents demandent des améliorations sur l'isolation des bâtiments, une réponse est plus qu'urgente !

Les travaux au Mirail

Les Directeurs disent ne pas avoir connaissance officiellement du choix définitif de la Centrale et de la réponse aux demandes des agents du Mirail. Ils décrivent les recherches qu'ils ont pu faire sur ce dossier pour envisager un déménagement (visite de deux sites sur le quartier) mais que ces pistes ne sont pas reprises car trop onéreuses (loyer de 745000€ et de 600000€, contre 364000€ pour le CDI et la Trésorerie actuellement). De la même manière le fait de travailler dans des algecos coûterait très cher et serait peu envisageable sur une longue durée (durée des travaux : 18 mois !). Ils rappellent que le travail sur des locaux en présence d'amiante répond à des processus techniques très contrôlés. Ils disent vouloir être à l'écoute des inquiétudes sur l'entassement des collègues et « sensibiliser » la Centrale. Le TPG et le DSF se rendront sur place le mercredi 29 avril pour discuter avec une délégation d'agents de ces sujets.

L'Union SNUI-SUD Trésor conteste une approche comptable du dossier quand on peut imaginer le coût actuel de certains sites et surtout car il en va des agents qui travaillent dans un bâtiment très dégradé et qui ne veulent pas subir en plus des conditions de travail toujours plus difficiles pendant de longs travaux. La présence d'amiante inquiète bien sur mais le refus du travail en site occupé exprime les préoccupations des agents sur plusieurs questions : le risque pour la santé, l'entassement des personnels, le bruit, les poussières, des conditions de travail dégradées, la sécurité des biens, un accueil du public impossible, ... Nous exigeons sur ce dossier que les agents soient respectés et informés ! Ils veulent être entendus mais surtout écoutés pour des travaux en site non occupé et pour de bonnes conditions de travail. La Centrale se doit de donner une réponse aux agents de toute urgence ! Nous invitons les agents du site à discuter collectivement de ces sujets et envisager des modalités d'actions pour se faire entendre.

Dernière minute : Le TPG et le DSF se sont rendus au Mirail mercredi 29 avril

Comme ils l'avaient indiqué lors de la réunion dont nous rendons compte, TPG et DSF se sont rendus sur le site pour rencontrer les agents de l'HDI et de la TP Basso Cambo. Côté administration pas grand-chose de plus que ce qui nous avait été dit quelques jours plus tôt si ce n'est un semblant d'ouverture sur une éventuelle solution « mixte » avec une partie en site occupé et une partie dans des algeco. Nous avons noté que la pression des agents « faisait bouger le curseur » mais d'une part nous sommes extrêmement prudents parce que c'est dit « du bout des lèvres », d'autre part ils savent bien que ce n'est pas une solution qui peut satisfaire les agents. C'est bien ce que ceux qui se sont exprimés ont dit au TPG et au DSF, réclamant par ailleurs que la Centrale se déplace pour les entendre et vienne avec du concret pour répondre à l'ensemble de leurs préoccupations.

Au cas où ils n'auraient pas bien compris depuis le temps qu'on le leur répète, les agents eux-mêmes ont clairement indiqué qu'ils ne se laisseraient pas faire. Ajoutons que la campagne IR qui se profile pourrait bien être l'occasion de montrer à nouveau qu'il ne s'agit pas d'une menace mais d'une réalité. Pour mémoire le site du Mirail n'avait pas été le moins secoué l'an dernier et gageons que les agents sauront montrer au nombreux public qui vient à cette occasion que l'administration méprise non seulement ses personnels mais aussi les contribuables qui ne seront pas mieux lotis quand ils auront à se rendre dans le HDF du Mirail en travaux lourds, à risque, bruyants, empoussiérés, on en passe et des pires.

A bon ententeurs, salut !

Tour de table des dossiers Gestion Publique.

L'Union SNUI-SUD Trésor aborde ce sujet pour relayer l'inquiétude des personnels sur leur avenir et sur les tâches supplémentaires qui pèsent dans les services. Le manque de transparence est là aussi présent avec le peu de visibilité nationale sur les conséquences pour les agents des projets en cours et les risques d'externalisation vers les collectivités et structures. Nous confirmons notre volonté d'un réel service public de proximité et le refus des suppressions de Trésoreries. Nous dénonçons de nouveau les conséquences des suppressions d'emplois dans les services.

Nous évoquons plusieurs dossiers pour relayer les revendications des personnels : mise en place de Chorus, situation de la RF, service des amendes, avenir des Trésoreries locales, les conséquences des « dispositifs crises » sur les services, ...

Le TPG affirme que les priorités de cette année sont, en dehors de la DLU et de la mise en place des SIP, le travail sur les conséquences de Chorus, la mise en place du SIU et le lien aux collectivités locales. Cette année (pour *après rien n'est dit !*) il n'y a pas de fermetures de Trésorerie envisagée. Concernant le dossier Boulogne/L'Isle en Dodon, il confirme que les engagements pris avec les élus locaux seront tenus, avec un maintien de la Trésorerie de Lisle en Dodon, même en cas de fusion juridique...*à suivre !* Sur la RF le TPG confirme les difficultés que nous avons évoquées (qui s'expliqueraient par le début de la création de la CU) et annonce la décision d'affecter 4 « dépanneurs » sur le site.

L'examen de B en A et le DIF

Il est fourni aux participants la réponse signée par le TPG et le DSF à la demande d'une organisation syndicale sur l'éligibilité au DIF de la préparation à cet examen. Ils confirment que le temps, en dehors de celui passé chez soi, peut être pris en compte.

L'Union SNUI-SUD Trésor demande qu'il soit étudié rapidement l'éligibilité pour toutes les formations aux concours au Droit Individuel à la Formation.

Une journée de congé.

Nous rappelons notre désaccord avec le non élargissement aux « journées comptables » pour tous les personnels mais dénonçons le peu de réactivité de l'administration pour confirmer la journée pour tous qui avait été promise. Le TPG informe qu'une note va arriver qui va confirmer que chaque agent pourra utiliser cette journée.

Analyse à chaud de l'Union SNUI-SUD Trésor

Nous avons relayé les exigences des personnels auprès de la Direction et rendons compte d'un certain nombre d'information et analyses critiques sur les projets en cours à tous les agents. C'est bien notre rôle d'organisation syndicale. Nous exigeons maintenant de la Direction d'aborder réellement ces sujets en présentant les dossiers détaillés aux organisations syndicales et d'ouvrir le dialogue avec les principaux concernés...les agents eux mêmes. Les mobilisations en cours (grève, boycott des « grandes messes », opérations « retour à l'envoyeur » des brochures) montrent bien les exigences des personnels pour être entendus !

Nous invitons les agents à rester mobilisés, à discuter collectivement des actions locales à envisager et à se joindre aux appels à la grève qui se discutent.



Une équipe unie au service de tous les agents de la DGFIP en Haute Garonne